

Menace. Bombardés par la Turquie et lâchés par l'Occident, les Kurdes peuvent-ils contrer la résurgence de l'État islamique ?

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL EN SYRIE,
GUILLAUME PERRIER

Il n'y a pas âme qui vive au sommet de la colline de Mishtenour. Ce mont pelé qui domine la ville kurde syrienne de Kobané est abandonné au vent glacial et aux chiens errants. Un bourdonnement perce la brume hivernale. Ce sont des avions de surveillance et des drones turcs qui scannent le territoire défendu depuis dix ans par les milices kurdes. Les combattants sont terrés dans les tunnels. Sur le plateau qui offre une vue panoramique sur la frontière turque toute proche, l'hôpital qui avait été aménagé pour les malades du Covid-19 ne forme plus qu'un tas de gravats mêlés de débris de mousse isolante. Le bâtiment a été pulvérisé par l'aviation turque dans la nuit du 19 au 20 novembre 2022. Une équipe de journalistes kurdes, venue filmer les dégâts, a été visée à son tour le lendemain matin.

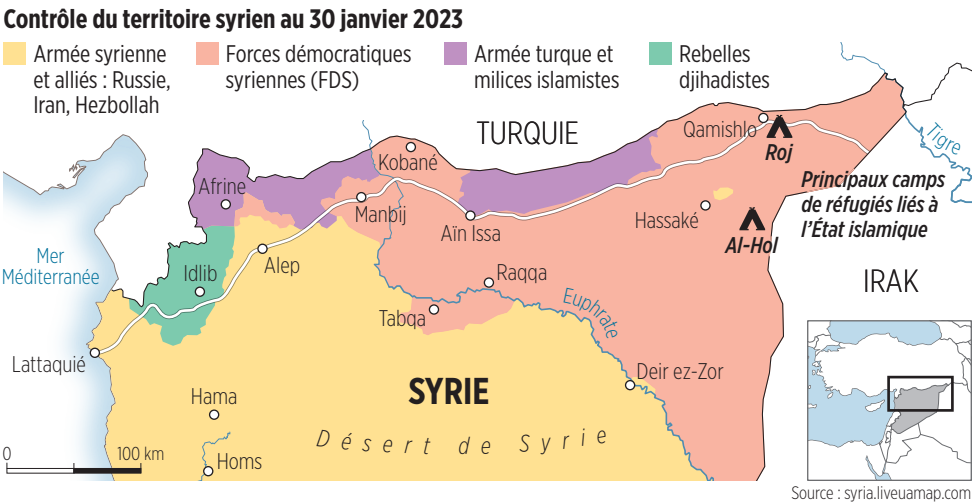
Mishtenour est une cible à la fois stratégique et symbolique. C'est sur son sommet, capturé en 2014, que les djihadistes de l'État islamique avaient planté leur bannière noire et installé des pièces d'artillerie pour terroriser la ville de Kobané, sans que la Turquie intervienne. C'est à Mishtenour que les Kurdes avaient entamé la reconquête. Le monde y avait découvert le courage de ces femmes combattantes qui n'hésitaient pas à monter en première ligne. Faire tomber la colline est ■■■

Le retour de Daech

Avant-poste. Raqqa (nord de la Syrie), le 9 janvier. Le 26 décembre 2022, des djihadistes de Daech ont attaqué le QG des Forces démocratiques syriennes (FDS, majoritairement kurdes), tuant six combattants.

■■■ aujourd’hui l’une des priorités de l’armée turque, qui affûte ses armes. Fin novembre, Recep Tayyip Erdogan a rappelé son objectif d’imposer une «*ceinture de sécurité*» dans le nord de la Syrie, le long de sa frontière : une bande de territoire de 30 kilomètres, placée sous le contrôle de ses propres troupes et de ses supplétifs islamistes syriens, d’où seraient exclus les militants kurdes et arabes qui forment cette coalition anti-djihadiste, considérés comme des «*terroristes*» qui «*menacent la sécurité et l’intégrité de la Turquie*».

Drones assassins. «*Pourquoi prennent-ils Kobané pour cible ?* fait mine de s’interroger Bakir el-Jerade, un petit fonctionnaire de l’administration locale, chargé du département de l’éducation. *C’est parce que la ville a écrit l’Histoire en repoussant les terroristes, s’exclame-t-il. Si Daech n’avait pas été vaincu à Kobané, le monde entier serait aujourd’hui en danger. Les gens ne réalisent que maintenant que la Turquie est l’alliée de Daech... Elle se rapproche aussi du régime syrien de Bachar el-Assad. Finalement, entre Damas, Ankara et Téhéran, tout le monde se ligue pour*



Les Forces démocratiques syriennes (FDS)

Coalition à majorité kurde et principal allié sur le terrain de la coalition internationale en lutte contre l’État islamique (Daech).

écraser les Kurdes», résume ce petit homme à la moustache grisonnante dont le bureau est orné de portraits d’Abdullah Öcalan, le leader emprisonné du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), et de photographies aériennes de sa ville, détruite en 2015 mais spectaculairement reconstruite depuis.

Lui-même a été la cible de drones turcs, le 20 novembre 2021. «*Je sortais de la mairie, raconte-t-il, et je me rendais dans un village pour y régler un conflit de voisinage, quand ma voiture et le taxi à côté ont été frappés.*

Trois personnes sont mortes, je suis le seul survivant. » Tout son côté gauche a été marqué par les éclats d’obus et Bakir a perdu la vue d’un œil. «*Je ne sais pas qui était visé. Mais les Turcs bombardent tout le monde, y compris les civils. Tous ceux qui résistent aux djihadistes sont ciblés, accuse-t-il. Avec un voisin comme la Turquie, la peur est toujours présente. Les drones volent au-dessus de nos têtes 24 heures sur 24. Et vivre ici, c’est risquer d’être atteint par leurs missiles.* » Près d’une centaine d’attaques ont été menées en 2022 par

Les Kurdes, éternels laissés-pour-compte



1920 Signature du traité de Sèvres (photo) qui démantèle l’Empire ottoman et prévoit la création d’un Kurdistan. Il sera annulé par le traité de Lausanne en 1923.

1938 Les massacres commis par l’armée turque contre les Kurdes de la minorité alévie font 40 000 morts dans l’est de la Turquie.

1946 Fondation de la république kurde de Mahabad, dans le nord-ouest de l’Iran, à la faveur de l’occupation soviétique de la région. L’armée iranienne écrasera cet éphémère État indépendant après moins d’un an d’existence.

1975 Le leader de la guérilla kurde Mustafa Barzani écrit une lettre à Henry Kissinger pour dénoncer la trahison dont son peuple est, une nouvelle fois, victime. En guerre contre l’Irak, les Kurdes sont finalement lâchés par Washington.

1988 Les bombardements chimiques de la ville kurde de Halabja par les troupes



du régime baasiste de Saddam Hussein font plus de 5 000 morts civils (photo).

1991 À l’issue de la guerre du Golfe, le Kurdistan irakien proclame son autonomie sous protection alliée.

1999 Le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) Abdullah Öcalan (photo en haut, à dr.) est capturé par les services secrets turcs au Kenya.



RAMZI HAIDAR/AFP - AFP/PHOTO BY IRNA - GRANGER / BRIDGEMAN IMAGES - AFP



les fameux drones Bayraktar. Leurs tirs ont décimé les rangs kurdes. Les infrastructures civiles ne sont pas épargnées. Les installations d’eau et d’électricité ont subi le même sort que l’hôpital de la colline de Mishtenour.

Attaque suicide. Dans le colimateur figurent aussi les villes de Manbij et Tal Rifaat. À l’ouest de l’Euphrate, à 80 kilomètres d’Alep, elles constituent une poche convoitée à la fois par la Turquie et ses milices islamistes et par les troupes du régime d’Assad. Les deux camps, après des années d’invectives, opèrent un rapprochement sous le patronage de la Russie. Pour l’administration prokurde, au nord comme au sud, le front n’est qu’à une vingtaine de kilomètres. «*Les menaces d’Erdogan ne sont pas nouvelles*», relativise le Kurde Sherwan Derwish, chef du conseil militaire de Manbij, qui, de Kobané à Raqqa, a été de toutes les grandes batailles contre Daech. «*Depuis 2016, la pression s’intensifie. Mais nos troupes se*

sont préparées à la guerre, rassure ce solide gaillard de 46 ans au regard malicieux. Nous avons appris de nos erreurs des batailles précédentes. Nous avons creusé des souterrains pour nous protéger du ciel. L’armée turque est forte, mais elle ne l’est pas plus que Daech. Nous pouvons résister des années», juge ce militaire qui, «*à cause des drones qui le traquent*», limite au strict minimum ses déplacements et adopte la tenue passe-partout des civils. «*J’ai échappé à une attaque suicide de Daech, à un engin explosif sur la route de Raqqa en 2018 et à un mitraillage de ma voiture en 2020, énumère-t-il. Mais avec l’intensification des menaces de la Turquie, nous voyons réapparaître l’ombre de l’État islamique*», poursuit-il.

Mais Kobané possède une dimension supplémentaire. Cette

Abandonnés. Dans le camp d’Al-Hol, près de Hassaké (Rojava), le 12 janvier. Ici se mélangent des réfugiés et des djihadistes. On y dénombre de nombreux assassinats.

petite ville, qui s’est construite pendant la Première Guerre mondiale le long de la voie de chemin de fer, à l’emplacement d’un camp de déportés arméniens victimes du génocide et dont le nom kurde vient du mot «*compagnie*», comme la compagnie des wagons-lits allemande, est devenue un synonyme de résistance. Kobané est «*le cœur battant du Rojava*», l’ouest du Kurdistan. La fierté de tous les Kurdes, accourus à l’époque des quatre coins de leur pays rêvé pour la défendre, les armes à la main. Huit ans après, les héros de la bataille de 2015 occupent de hautes fonctions dans l’appareil militaire et politique kurde. Le commandant en chef des Forces démocratiques syriennes (FDS), Mazloum Abdi, et le président du Parti de l’union démocratique (PYD, majoritaire dans la région), Salih Muslim, sont tous deux originaires de Kobané. Sans cette ville, le territoire kurde tout entier serait rapidement menacé de disparition.

«**Damas, Ankara et Téhéran, tout le monde se ligue pour écraser les Kurdes.**» À Kobané

■ ■ ■ La reconquête de Mishtenour et la libération de Kobané, en janvier 2015, avec l'aide décisive de la coalition internationale, ont stoppé net l'expansion du califat de Daech. Elles ont scellé une alliance entre les armées occidentales et la branche syrienne du PKK, structurée autour de ses brigades de combattants (YPG, Unités de protection du peuple) et de combattantes (YPJ, Unités de protection de la femme). Un pacte que la Turquie s'emploie depuis à torpiller par tous les moyens, quitte à ressusciter la menace djihadiste. « *Quand nous combattions Daech, le monde entier nous applaudissait. Mais maintenant que la Turquie nous menace, il n'y a plus personne* », déplore Sherwan Derwish. La France disposait à Kobané d'une base pour ses forces spéciales, au sommet de la colline de Mishtenour. Elle l'a abandonnée à la va-vite, fin 2019, après l'annonce par Donald Trump du retrait des forces américaines de ce territoire. Idem pour le site de l'usine Lafarge, situé entre Kobané et Manbij. Les forces occidentales ont presque entièrement disparu du paysage. Tout le long de la route M4 qui traverse le nord de la Syrie, ce sont désormais des patrouilles de blindés militaires russes qui assurent un semblant de stabilité. La

Russie, présente en Syrie depuis 2015, en soutien du régime d'Assad, a pris position dans le nord grâce à la signature fin 2019 d'un accord avec les Kurdes, après le départ des Occidentaux. La Turquie a récemment proposé de participer aux patrouilles et de s'installer le long de cet axe routier, ce qui lui permettrait de prendre position à plus de 30 kilomètres de sa frontière.

Erdogan à la manœuvre.

Depuis que le fief kurde s'est débarrassé de Daech, les menaces turques sont permanentes. Elles s'intensifient à l'approche des élections prévues le 14 mai en Turquie. Les ambitions militaires d'Erdogan ne sont jamais très éloignées de son agenda électoral et une nouvelle opération terrestre d'envergure lui permettrait de rassembler la population autour d'objectifs sécuritaires et d'une ligne ultranationaliste. La tactique est éprouvée. S'il venait à s'emparer de Kobané, Erdogan prolongerait la zone qu'il occupe déjà. L'opération Bouclier de l'Euphrate, lancée en 2016, a permis à Ankara de prendre pied dans les environs de Jarablous, et d'empêcher les Kurdes de s'y installer à la place de Daech. En 2018, Rameau d'olivier a acté l'invasion d'Afrin et sa mise en coupe réglée par les mi-

Les Turcs à l'offensive

130

frappes de drones dans le nord de la Syrie en 2022

87

homicides (dont 25 civils)

151

blessés

8

frappes en janvier 2023

8

assassinats (dont 3 civils)

lices islamistes et djihadistes alliées de la Turquie. Enfin, en 2019, l'opération Source de paix s'est concentrée sur la bande de territoire située autour de Ras-al-Ain (Sere Kaniye, en kurde). Kobané permettrait à Erdogan de faire la jonction et de mettre en œuvre son plan d'ingénierie démographique, rappelant, soixante ans après, la politique d'arabisation de la Syrie baasiste.

Sous la menace, Kobané, la ville martyre, se vide de nouveau. « *Notre malchance est de vivre entourés de régimes comme ceux de la Turquie, de l'Iran et de la Syrie, soupire Bakir el-Jerade, le fonctionnaire kurde. 70 % de la ville étaient détruits mais la reconstruction a été rapide. La ville s'est même étendue. Sur 500 000 habitants avant la guerre, environ 300 000 sont revenus y vivre. Mais avec les menaces de la Turquie, tout est de nouveau à l'arrêt.* » L'approvisionnement en eau et la production d'électricité sont entravés par les sabotages, les bombardements et par les barrages construits par la Turquie qui réduisent le débit de l'Euphrate. Un appartement qui se vendait en moyenne autour de 20 000 dollars vaut désormais trois fois moins. « *Pas un habitant ne vous dira qu'il ne veut pas essayer de partir vers l'Europe* », témoigne un autre membre de la municipalité. Là encore, les chemins pour y parvenir sont sinueux. Impossible pour les migrants de passer par la Turquie, le chemin le plus direct. Début janvier, les services de la mairie se sont mobilisés pour rapatrier à Kobané une soixantaine de jeunes hommes de la ville, trompés par des passeurs et abandonnés... en Algérie, après une longue errance via l'Égypte et la Libye. « *Chaque nuit, ce sont au moins dix jeunes de Kobané qui partent* », confie Nihat Ahmed, l'adjoint au maire de la ville.

Si Kobané tombait, Raqqa suivrait. « *La stratégie de la Turquie est d'affaiblir l'autorité des Kurdes sur les populations arabes syriennes, pour ensuite tirer profit du chaos* », observe un haut responsable kurde de la ville. Un scénario à l'afghane y est de plus en plus envisagé. Le dernier mot reviendra aux chefs tribaux arabes de la région. Comme



ANTOINE AGOUDJIAN POUR « LE POINT »

à Kaboul en 2021, les allégeances pourraient basculer en un éclair et permettre le retour des djihadistes. Autour de la place Al-Naïm, où Daech exposait les corps de ses suppliciés, l'instabilité tant redoutée est palpable. La grande ville arabe, ancienne capitale des djihadistes en Syrie d'où ont été fomentés les attentats qui ont ensanglanté l'Europe, n'a jamais réellement accepté la tutelle des Kurdes, souvent considérés comme une force d'invasion étrangère par la population, majoritairement arabe. Raqqa ne s'est pas non plus relevée de sa destruction, en 2017, à l'issue d'une campagne de bombardements sans précédent dans l'histoire militaire. De l'aveu même de l'état-major américain, il est tombé en quelques mois sur Raqqa plus de bombes que lors de toute la guerre du Vietnam. Depuis le départ des forces de la coalition, l'équilibre y est précaire.

« *La situation en termes de services et de sécurité empire de jour en jour. Nous avons deux à trois heures d'électricité par jour, la moitié du gaz que*

nous avions l'an dernier, nous manquons de pain et la reconstruction n'avance pas assez vite », se plaint le cheikh Huwaidi Shalash, chef de la tribu Al-Afadla, l'un des clans arabes les plus puissants de la région. Assis au coin du feu pour recevoir les doléances de ses « administrés », le chef tribal, qui règne sur une communauté de près d'un million d'âmes et un territoire allant d'Alep à l'Arabie saoudite, ne cache pas son aversion pour le pouvoir prokurde et pour les forces de la coalition. « *Vous avez du sang sur les mains. Les frappes françaises sur Raqqa ont tué des centaines d'innocents* », accuse-t-il. Pour lui, un retour de l'État islamique, qu'il appelle « *Dawla* », l'État, comme le font ses partisans, ne serait pas une catastrophe, au

Influents. À Raqqa, des hommes de la tribu Al-Afadla, l'un des clans arabes les plus puissants de la région. Sous la houlette du cheikh Huwaidi Shalash, ils ne cachent pas leur préférence pour Daech.

contraire. Durant les années du califat, auquel il avait fait allégeance, le cheikh prenait régulièrement son petit déjeuner avec Abou Luqman, le chef redouté des services de renseignement de Daech, l'Amniyat. Les affaires marchaient alors plutôt bien. Les djihadistes « *protégeaient la population* » et « *se battaient au nom d'une idéologie, contrairement aux Kurdes qui sont des mercenaires*, justifie-t-il aujourd'hui. *Ils partageaient nos valeurs.* ».

À l'affût. Chassé de la zone en 2017, écrasé en 2019 dans son dernier refuge de Baghouz, Daech reste à l'affût. Le 26 décembre, à Al-Dariyah, sur les coups de 11 heures, une voiture passe devant le siège des forces de sécurité intérieures kurdes. Un engin explosif est lancé et le portail métallique bleu ciel qui barre l'entrée vole en éclats. Deux hommes, vêtus d'uniformes des Forces démocratiques syriennes (FDS) pour tromper l'ennemi, s'introduisent et ouvrent le feu. Ils traversent la cour et ■ ■ ■

Quand l'État islamique régnait sur Raqqa

En mars 2013, deux ans après le déclenchement de la guerre en Syrie, Raqqa est la première ville à tomber aux mains de l'opposition islamiste armée au régime de Bachar el-Assad. Une alliance entre djihadistes d'Al-Nosra et d'Ahrar al-Cham et certaines factions de l'Armée syrienne libre (ASL) s'installe. Mais en avril, l'État islamique en Irak et au Levant (EIL), qu'on appelle Daech, est créé et attire à lui les forces vives des milices. En janvier 2014, un conflit entre groupes djihadistes débouche sur la prise de contrôle par Daech qui fait de la ville sa capitale en Syrie. Elle reste sous son contrôle de janvier 2014 à octobre 2017. Pendant plus de trois ans, la cité dont la fondation remonte à Alexandre le Grand au IV^e siècle avant Jésus-Christ verra

converger des milliers de djihadistes étrangers venus construire le « califat ». La place Naïm devient un lieu d'exécutions publiques. Des cellules terroristes, constituées autour de djihadistes français et belges, sont chargées de préparer des attentats en Europe. C'est depuis le centre de Raqqa, dans un immeuble situé non loin du stade municipal et transformé en centre de torture, que seront organisés les attentats du 13 novembre 2015 à Paris (au Bataclan notamment) et du 22 mars 2016 à Bruxelles. À partir de la fin 2016, les Forces démocratiques syriennes (FDS) à dominante kurde appuyées par leurs soutiens américains et internationaux passent à l'attaque. Raqqa est finalement libérée en octobre 2017. La ville est détruite à 80 %.



■■■ font sauter la porte qui communique avec le siège des FDS, les forces arabo-kurdes alliées à la coalition internationale. Quatre autres soldats sont abattus. «*Les sentinelles n'ont pas tiré car les assaillants portaient nos uniformes*, raconte Can Sahin, un combattant kurde de 30 ans, témoin de l'attaque. *Les terroristes étaient deux djihadistes de Daech, ils étaient armés et portaient des ceintures d'explosifs. C'était le chaos, l'un d'eux en a profité pour s'enfuir en jetant sa ceinture, l'autre a été tué. Mais nous avons perdu six camarades, et ils étaient tous Arabes*», déplore-t-il en montrant les traces des combats. Depuis cette attaque, un véhicule blindé Humvee lourdement armé garde la porte d'entrée du complexe. Pour le cheikh de la tribu Al-Afadla, «*le problème, c'est la réaction des Kurdes*». «*Après cette attaque, ils ont décrété un couvre-feu de sept jours, plus personne ne pouvait entrer ou sortir de la ville. Ils ont terrorisé toute la population. J'ai été obligé de mettre des gardes devant ma porte*, critique-t-il. *Si les assaillants*

avaient été vingt et pas deux, ils auraient pris la ville.»

L'attaque a ravivé les craintes de voir les djihadistes reprendre l'ascendant. Dans la région de Deir ez-Zor, l'influence de Daech reste forte. Et de Raqqa, en réalité, certains de ses membres ne sont jamais totalement partis. Des «*cellules dormantes*» se sont incrustées dans toutes les villes du Nord-Est syrien. Chaque mois, des dizaines de sus-

Fierté. À Hassaké, le 12 janvier. Sous le sigle YPJ (Unités de protection de la femme), une affiche du film «*Kobané*», réalisé par la cinéaste kurde Özlem Yasar et qui narre la résistance héroïque des Kurdes face à Daech lors du siège de Kobané.

L'ADN des armes a parlé

L'ONG britannique Conflict Armament Research (CAR) vient de publier un rapport fouillé sur les armes utilisées dans l'attaque de la prison pour djihadistes de Hassaké, qui a fait près de 500 morts en janvier 2022. CAR a identifié au moins neuf armes – fusils d'assaut kalachnikov, lance-roquettes, armes légères – utilisées pendant l'attaque et portant des marques spécifiques, composées de sept chiffres, qui indiquent qu'elles provenaient de stocks de l'Armée nationale syrienne (ANS), une coalition de milices islamistes et djihadistes pro-Turquie.

pects sont encore arrêtés à Raqqa et dans les villages alentour, lors d'opérations spéciales menées par les Kurdes en partenariat avec les pays occidentaux. Mais cette mission a quelque chose de Sisyphe. En octobre et en novembre, les FDS ont recensé une vingtaine d'attaques de Daech. Fin décembre et début janvier, elles ont lancé l'opération Tonnerre, destinée à démanteler les cellules dormantes. Plus de 150 personnes ont été prises dans ce coup de filet, dans la région de Hassaké et tout le long de la frontière avec la Turquie. «*Nous avons déjoué des projets d'attentats qui devaient ensanglanter les fêtes de fin d'année*, résume Ferhat Shami, le porte-parole des FDS, basé à Raqqa. *Les terroristes ont reconnu leur implication dans l'acheminement et la fourniture de matériel, de ressources financières et d'armes pour Daech*», poursuit cet officier. Le rapport annuel rédigé par l'agence de presse North Press, un média prokurde, confirme ce regain d'activité. Le document ne recense pas moins

ANTOINE AGOUDJIAN POUR « LE POINT » (X2)

de 185 attaques djihadistes en 2022, contre 31 en 2021, actions armées dans lesquelles 171 personnes ont péri. «*Si l'EI se réinstalle ici, leur objectif sera de se venger de l'Occident. Ils risquent de nouveau de se disperser et de commettre des attentats en Europe*», juge Ferhat Shami.

La situation inflammable a obligé les troupes de la coalition à revenir à Raqqa pour la première fois depuis leur départ précipité, il y a trois ans. Les forces spéciales occidentales (principalement américaines) ont participé la semaine dernière à l'opération Martyrs de Raqqa, destinée à débusquer les responsables de l'attaque de décembre, confirme le commandement de la chambre d'opération. Les FDS ont annoncé l'arrestation, le 26 janvier, du «*gouverneur*» de Daech pour Raqqa, Atallah al-Maythan. Il a été capturé avec 74 autres membres de l'EI, cachés dans des zones résidentielles et rurales. Cinq jours plus tard, le 31 janvier, les FDS imposaient un couvre-feu à l'ensemble de la ville.

En décembre, trois des suspects interpellés devaient également, selon le commandement des FDS, lancer une offensive contre la prison Al-Sinaa, dans les faubourgs de Hassaké. Dans cette ancienne université transformée en centre

« Le secteur 5 du camp d'Al-Hol est un minicalifat. Les ONG s'en font chasser. » Ciyen Hannan

de détention sont enfermés plus de 5 000 djihadistes, dont de nombreux étrangers, entassés dans des cellules insalubres et vêtus d'uniformes orange. La prison avait déjà été, l'an dernier à la même époque, le théâtre d'une violente insurrection djihadiste matée dans le sang. Le 22 janvier 2022, ce vaste complexe entouré d'une enceinte de béton et de barbelés était pris d'assaut par des militants armés. Une voiture-bélier lancée contre l'entrée principale avait permis à des dizaines de détenus de s'évader. Ce n'est qu'après une dizaine de jours de violents combats entre partisans de Daech et forces kurdes, qui ont fait plus de 500 morts, et après l'intervention de forces aériennes déployées par l'armée américaine, que les autorités avaient pu reprendre le contrôle de la prison. L'attaque, étroitement coordonnée entre l'intérieur et l'extérieur du pénitencier, avait mis en évidence la fragilité de l'administration kurde relativement à cette question des prisonniers. «*Le Nord-Est*



Îcône. Newroz Ehmed, commandante générale du YPJ. Elle a dirigé le bataillon des femmes durant la bataille de Kobané (septembre 2014-janvier 2015).



ANTOINE AGOUDJIAN POUR « LE POINT » (X2)

Réfugiés. Dans un camp, près de Raqqa, le 11 janvier. Populations kurdes et arabes ayant fui le chaos de la guerre.

syrien possède le plus grand nombre de membres de l'Etat islamique dans ses prisons et centres de détention», note le rapport de l'agence North Press, avec environ 60 000 détenus, hommes, femmes et enfants. Les 28 centres de détention agissent comme un aimant pour les militants djihadistes, prévient le Centcom, le centre de commandement de la coalition internationale.

Daech contrôle les camps.

Des cellules de Daech se cachent dans le quartier de Geweiran qui jouxte la prison de Hassaké, un quartier arabe dont les habitants se plaignent surtout d'être maltraités par les Kurdes. Dans la rue principale, Ali Ahmad Amadi raconte que quatre djihadistes en uniforme orange se sont retrouvés dans sa maison après s'être évadés. «*Ils avaient de longues barbes et étaient très maigres. Il y avait trois Irakiens et un type d'un pays d'Asie centrale*», précise-t-il. Les troupes kurdes ont mené un raid et la maison a été rasée à la pelleuse. Les corps des djihadistes ont été jetés dans le terrain vague, de l'autre côté de la rue. «*Pour ma maison, je n'ai reçu aucune aide et je dois reconstruire tout seul*», s'insurge ce Syrien. Plus loin, Hajji Mohammed, un vieil homme de 73 ans, sur le seuil de sa modeste épicerie, témoigne être resté un mois sans nourriture au sous-sol de sa boutique. «*Pourquoi les Kurdes et les Américains ont-ils détruit la boulangerie ? Est-ce que Daech se cache dans du pain ? C'est un prétexte pour nous détruire*», gémit le vieillard.

Le camp de réfugiés situé entre Hassaké et la frontière irakienne est une autre cible stratégique pour Daech... et pour la Turquie. Devant une grande carte punaisée au mur de son bureau, sa directrice constate que «*la situation y est très instable*». Sur le plan, Ciyen Hannan, une jeune directrice kurde aux longs cheveux noirs, montre les alignements de tentes où s'entassent des familles de djihadistes, majoritairement irakiens et syriens, mais originaires d'une soixantaine de pays au total. Huit sections grillagées où vivent exactement 53 090 personnes s'étendent ■■■



■■■ vers le sud et l'ouest, en bordure de la petite ville d'Al-Hol. Le camp grouille de monde, avec ses marchés, ses hôpitaux, son terrain de sport, ses grappes d'enfants qui courent dans les allées. «*Des incidents éclatent tous les jours*», commente Ciyann Hannan. Certaines sections ne peuvent être traversées qu'à bord d'un Humvee, et sous escorte armée. Daech y fait régner la loi. «*C'est surtout le cas dans le secteur 5 où vivent beaucoup de Syriens. C'est un minicalifat. Même les ONG qui tentent d'y apporter des services se font chasser*», ajoute la directrice. Le véhicule des forces de sécurité, lorsqu'il s'y risque, se fait rapidement caillasser. Pour tenter de briser cette emprise, les autorités locales ont déplacé les prisonniers les plus dangereux vers le camp de Roj, au régime plus strict, et elles ont exigé que les pays étrangers rapatrient leurs ressortissants.

«*En 2022, 36 assassinats ont été commis par Daech*, précise la jeune directrice. *Quand les Forces démocratiques syriennes ont libéré Baghouz, nous étions surpris du nombre de*

femmes et d'enfants qui sont sortis. On les a mis ici, mais ils ont commencé à prendre le contrôle du camp.» Al-Hol est une cocotte-minute. Face aux problèmes d'insécurité à l'intérieur du camp, les responsables kurdes et les pays de la coalition ont refait le découpage, isolé certaines sections les unes des autres, clôturé l'annexe. En août, une vaste opération des forces de sécurité a été déclenchée après une série d'assassinats. «*On a retrouvé beaucoup d'armes, des kalachnikovs, des silencieux et même des lance-roquettes RPG, enterrés*, rapporte un officiel. *Al-Hol a été ratissée, 200 membres de Daech arrêtés*», explique cette source. Mais le camp est une passoire. Chaque jour, plus de 2 000 personnes y entrent et en sortent : livreurs d'eau, ONG, services administratifs... Des armes y ont été

Depuis les attaques turques, l'activité de Daech a redoublé dans le camp.

Emprise islamiste.

Dans le camp d'Al-Hol, près de Hassaké (Rojava), le 12 janvier. Les réfugiés issus des rangs de Daech ont la mainmise sur une partie du camp, où ils imposent la loi du califat.

introduites dans des camions-citernes. «*La prochaine génération pourra devenir une menace pour la région et pour le monde. Al-Hol est un incubateur, soupire la directrice. Un enfant de 12-13 ans peut facilement être utilisé par ces groupes et il y en a beaucoup. Il faut un plan de démantèlement à long terme*», ajoute-t-elle.

Al-Hol constitue une brèche dans laquelle Erdogan s'engouffre. Le 23 novembre 2022, les drones turcs ont bombardé des positions des forces de sécurité kurdes à proximité du camp. «*Le but était de créer le chaos et de permettre des évactions*», croit savoir l'une des responsables du département de la justice au sein de l'administration kurde. «*Il y a beaucoup d'évasions. Les fuyards se dirigent généralement vers la Turquie*», précise la directrice d'Al-Hol. Depuis les attaques turques, l'activité de Daech a redoublé dans le camp. Les femmes ont déployé une banderole à la gloire de leur nouveau calife, Abou al-Hussein al-Husseini al-Qourachi, nommé en novembre après la mort de son prédécesseur, tué en octobre ■

ANTOINE AGOUDJIAN POUR « LE POINT »

Mazloum Abdi

« La France doit être le premier soutien politique des Kurdes de Syrie »

Exclusif. Le chef kurde des Forces démocratiques syriennes craint une invasion turque et réclame un engagement franc de Paris et Washington.

Ferhat Abdi Sahin, plus connu sous son nom de guerre de Mazloum Abdi, est depuis 2015 le commandant en chef des Forces démocratiques syriennes (FDS). Reconduit à son poste en 2022, il est souvent perçu comme « l'homme des Américains » en Syrie. Âgé de 55 ans, le « général Mazloum » a rejoint dès 1990 les rangs du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), la rébellion kurde en lutte contre Ankara. Emprisonné à cinq reprises par le régime syrien d'Hafez el-Assad (le père du dictateur actuel), il part combattre l'armée turque dans les montagnes kurdes, puis il rejoint l'Europe, où il exerce de hautes responsabilités au sein du mouvement entre 1997 et 2003. Après le début de la guerre en Syrie, il y est envoyé en 2012 pour organiser la résistance, notamment au cours du siège de sa ville natale, Kobané, attaquée par les djihadistes de Daech.

Désormais à la tête d'une force de plusieurs dizaines de milliers d'hommes et de femmes, il reste considéré comme un chef terroriste par la Turquie, qui menace de l'éliminer. Dans une base ultrasécurisée du nord-est de la Syrie, protégée par des militaires occidentaux, il a répondu aux questions du *Point*.

Le Point : Le Nord-Est syrien se trouve à nouveau sous la menace d'une offensive armée de la Turquie. Quelle est la situation ?

Mazloum Abdi : Nous nous attendons à ce que la Turquie passe à l'offensive au mois de février et cela va encore modifier la configuration de la région. L'armée turque avait l'intention de nous attaquer début décembre, elle a utilisé des drones et des tirs d'artillerie contre nous. La Turquie voulait conquérir les villes de Manbij et de Tall Rifaat. Erdogan a expliqué que le but était de prendre Kobané. Les réactions de la communauté internationale l'en ont empêché jusqu'à maintenant. C'est pour continuer à faire pression sur nos forces que les Turcs cherchent maintenant l'aide du régime syrien de Bachar el-Assad et de la Russie.

À quel type d'opération vous attendez-vous



Résistant. Mazloum Abdi dans le Rojava (Kurdistan syrien), en janvier 2023.

de la part de l'armée turque ?

Elle multiplie déjà les bombardements aériens et les tirs d'artillerie. Je m'attends à une opération d'invasion terrestre, qui serait difficile à contrer pour nous. Bien sûr, les attaques aériennes aussi sont problématiques et le ministre turc de la Défense, Hulusi Akar, a demandé à la Russie un feu vert pour utiliser les F-16. Il a dit que les négociations se poursuivaient.

Le rapprochement entre Ankara et Damas contrarie-t-il votre stratégie ?

Erdogan veut rétablir des relations avec la Syrie pour plusieurs raisons. D'abord, la Russie les pousse à se réconcilier. Ensuite, parce qu'il y a un objectif électoral : les partis d'opposition en Turquie utilisent la carte des réfugiés contre Erdogan et plaident pour un rapprochement avec Assad. Il veut pouvoir dire à ses électeurs qu'il a résolu la question des réfugiés et pouvoir en tirer profit lors du scrutin.

Sur l'autre front, vous continuez aussi à lutter contre les djihadistes de l'État islamique... Où en est la menace ? ■■■

■■■ La menace d'une résurgence de Daech grossit, les djihadistes attendent une offensive turque pour attaquer de nouveau les camps et les prisons, comme ce qui s'est passé il y a un an dans la prison de Hassaké. Avec la coalition, nous essayons de maintenir cette menace sous contrôle, mais je ne pense pas que nous puissions éradiquer Daech de cette manière. Pour les détruire, nous avons besoin d'un soutien économique et politique. Pour empêcher les gens de les rejoindre, il faut que cette zone soit politiquement stable, donc nous avons besoin du soutien à notre administration de la part de la coalition. Il y a des milliers de jeunes sans emploi et Daech investit sur cette misère.

Votre alliance avec les États-Unis vous satisfait-elle ?

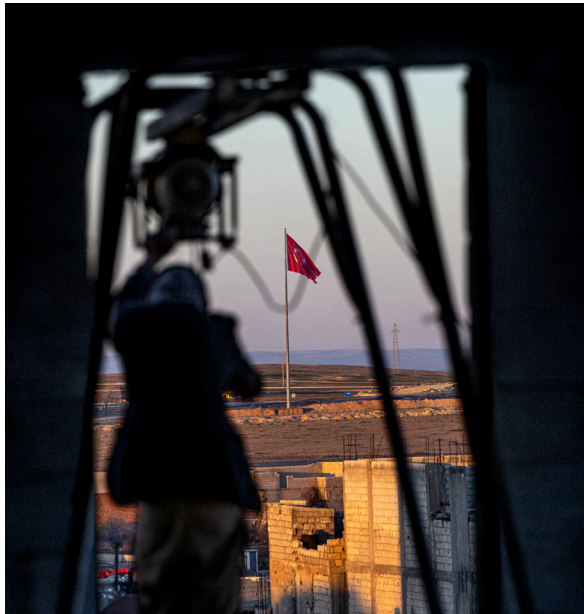
L'administration américaine a pour objectif que l'État islamique soit totalement vaincu. Elle n'est plus celle de Donald Trump, qui avait ordonné le retrait des troupes américaines des zones autour de Kobané. Nous voulons que la coalition retourne dans ces régions, mais il n'y a, jusqu'à présent, pas de décision en ce sens. Nous avons une excellente coopération avec les États-Unis dans la guerre contre Daech, nous continuons de mener des opérations conjointes, mais nous avons besoin que Washington soutienne plus fortement notre administration.

N'avez-vous pas eu le sentiment d'être trahi par ce retrait des troupes de la coalition ?

Bien sûr, leur retrait de la région de Kobané nous met dans une position de faiblesse. La décision prise par la précédente administration américaine a été ressentie comme une trahison. Mais, maintenant, c'est l'équipe de Joe Biden qui est au pouvoir. Ces derniers mois, les attaques de drones et les bombardements ont considérablement augmenté et les États-Unis ne répondent pas à nos demandes, ils n'en font pas assez contre Erdogan. S'ils laissent la Turquie nous envahir, alors oui, on pourra parler de trahison.

Comment expliquez-vous cette tolérance à l'égard de la Turquie ?

Nous voyons que Washington a pris position contre la Turquie, mais ce n'est pas suffisant pour mettre fin aux menaces d'Erdogan. Nous l'avons exprimé auprès de l'administration américaine et nous le redisons publiquement. Je pense que c'est aussi lié à la guerre de la Russie en Ukraine. Dans une telle période, les États-Unis ont besoin de la Turquie, ils



« Si les Américains laissent la Turquie nous envahir, alors oui, on pourra parler de trahison. »

En alerte. À Kobané, à la frontière syro-turque, le 10 janvier. Le drapeau turc rappelle la menace militaire que fait peser l'armée d'Erdogan sur les Kurdes du Rojava.



Scannez ce QR code pour lire l'intégralité de l'interview

ne veulent pas « perdre » la Turquie, ils veulent éviter qu'elle se rapproche un peu plus de la Russie.

Qu'attendez-vous de la France ?

Nous considérons la France comme un pays ami.

Leur gouvernement a toujours soutenu les Kurdes, particulièrement le Rojava et les Forces démocratiques syriennes (FDS). J'ai parlé directement avec le président Macron à plusieurs reprises et à chaque fois il nous a apporté son soutien, ce qui est positif. Mais, maintenant, nous demandons à la France de prendre une position plus ferme contre les attaques turques contre nous. L'armée française est présente ici pour lutter contre Daech, nous menons des opérations communes. Mais nous voulons aussi que la France apporte son soutien à notre administration autonome. Étant donné les relations qui existent entre la France et les Kurdes, nous attendons de la France qu'elle soit notre premier soutien politique parmi les pays de la coalition.

Vous-même, vous avez été il y a plus de vingt ans le responsable des organisations kurdes proches du PKK en Europe. Avez-vous été la cible d'actes comme celui de la rue d'Enghien, à Paris, le 23 décembre 2022 ?

Oui, quand j'étais là-bas, les services de renseignements turcs, le MIT, ont essayé de me tuer. Cela s'est passé aux Pays-Bas en 1999. Mais ils n'y sont pas parvenus car nos amis européens l'ont empêché et m'ont alerté. Ce qui vient de se passer me rappelle ces événements. Le MIT était déjà présent en Europe, il l'est toujours, et il continue de cibler les responsables kurdes. C'est la première fois que je raconte cette histoire... C'était la même année que la capture d'« Apo » [surnom donné à Abdullah Öcalan, le leader du PKK, capturé à Nairobi par les agents du MIT à l'issue d'une longue cavale, NDLR], ainsi que d'autres camarades arrêtés en Moldavie.

La paix entre la Turquie et les Kurdes reste-t-elle possible ?

Erdogan mène cette politique pour rester sur le trône. Comme vous le savez, il y avait un accord de paix jusqu'en 2015, mais Erdogan a renversé la table et cela fait longtemps qu'il essaye d'éliminer les Kurdes. Malgré tout, le dialogue est le seul moyen de résoudre la question kurde. La seule manière d'y parvenir est de relancer les efforts de paix et cela passe aussi par la libération d'« Apo » ■

PROPOS RECUEILLIS PAR GUILLAUME PERRIER, À HASSAKÉ (SYRIE)

ANTOINE AGOUDJIAN POUR « LE POINT »

la sécurité sur le bout des doigts



avec le mode Connexion Famille, jumelez vos comptes et décidez ensemble des paramètres de confidentialité adaptés à votre adolescent.

en savoir plus sur tiktok.com/safety/fr

TikTok